

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 Chartres

Chartres, le 05/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 Rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20250239
Code AIOT : 0010000161

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement AXEREAL implanté 6 Rue de Boël 28310 Janville-en-Beauce. L'inspection a été annoncée le 03/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- 6 Rue de Boël 28310 Janville-en-Beauce
- Code AIOT : 0010000161
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Coopérative Agricole AXEREAL exploite, sur le territoire de la commune de Janville-en-Beauce, des installations de stockage de céréales, d'engrais liquides et solides et de produits phytopharmaceutiques.

Les installations du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 août 1987, complété notamment par l'arrêté préfectoral du 29 mars 2023 (mise à jour de la situation administrative et des prescriptions applicables).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dispositif de protection contre la foudre du site	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	2 mois
4	Installations électriques (vérification et entretien)	AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.1.3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Moyens de lutte incendie - silo n°3 (présence et vérification)	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I - point 4.3	Demande d'action corrective	2 mois
9	Dispositifs de découplage - silo n°4	AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.2.9.1	Demande d'action corrective	2 mois
12	Dispositifs de découplage - silo n°3	AP Complémentaire du 29/03/2023, article 3.1.1.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks : engrais solides et produits phytopharmaceutiques	AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.2.4.1	Sans objet
2	Stockage d'engrais solides : parois des cases	AP Complémentaire du 29/03/2023, article 3.4.1	Sans objet
5	Moyens de lutte incendie -	AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.2.8.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	silo n°4 (présence sur site)		
6	Moyens de lutte incendie - silo n°4 (vérification et entretien périodique)	AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.2.8.2	Sans objet
8	Moyens de lutte incendie - séchoir	AP Complémentaire du 29/03/2023, article 3.2.4	Sans objet
10	Surfaces soufflables - silo n°4	AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.2.9.2 et 2.2.9.3	Sans objet
11	Fonctionnement des installations de transfert de grains - silo n°4	AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.2.9.4	Sans objet
13	Surfaces soufflables - silo n°3	AP Complémentaire du 29/03/2023, article 3.1.1.2 et 3.1.1.3	Sans objet
14	Fonctionnement des installations de transfert des grains - silo n°3	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I - Point 4.16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks : engrais solides et produits phytopharmaceutiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement), auquel est annexé un plan des stockages, est tenu à jour et à disposition des services d'incendie et de secours, ainsi que de l'inspection des installations classées. [...]

Aucun engrais solide simple ou composé à base de nitrate d'ammonium relevant de la rubrique 4702-I de la nomenclature des installations classées n'est entreposé sur le site.

Constats :

L'inspection a consulté l'état des stocks des engrais et produits phytosanitaires présents sur le site, il est synthétisé ci-dessous (des informations complémentaires sont fournies en annexe confidentielle).

- engrais liquides :

Rubrique n°2175 : 211,909 t de solution azotée stockée en vrac dans des réservoirs aériens

- engrais solides à base de nitrate d'ammonium :

L'inspection a constaté que la quantité et la nature des engrais solides à base de nitrate d'ammonium stockés respectaient les seuils permettant d'être non classés au titre de la rubrique 4702 :

- 4702-I = 0 t

- 4702-II+4702-III < 250 t

- 4702-IV < 1250 t

De plus, l'inspection a constaté l'absence de stockage d'engrais en vrac sur le site, la totalité des engrais présents était conditionnée en big bags. Les big bags étaient entreposés dans la partie Sud du bâtiment de stockage d'engrais et dans le bâtiment appro (situé entre les silos n°4 et n°1/2).

- produits phytosanitaires :

L'exploitant a précisé qu'il ne stockait plus de produits phytosanitaires sur le site, ce que l'inspection a constaté lors de la visite du site et sur l'état des stocks. Les seuls produits entreposés sur le site dans le bâtiment appro, en dehors des engrais, étaient des raticides/souricides stockés dans des seaux de 5 kg au nombre de 42 (soit 210 kg).

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stockage d'engrais solides : parois des cases

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2023, article 3.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage d'engrais solides : absence de cloisons en bois

Prescription contrôlée :

3.4.1 Réduction du volume des activités de stockage des engrais solides

[...] Dans un délai de six mois à notification du présent arrêté, tout stockage d'engrais vrac répondant aux critères de la rubrique 4702- I, II ou III est interdit dans le magasin d'engrais solides, en présence de cloison bois.

Dans un délai d'un an à notification du présent arrêté, l'exploitant supprime la présence des engrais en mélange contenus dans les parois séparatives et périphériques de son magasin d'engrais solides.

[...]

Constats :

Comme précisé au point de contrôle précédent, l'inspection a constaté l'absence de stockage

<p>d'engrais solides en vrac dans le magasin de stockage d'engrais solides.</p> <p>De plus, l'inspection a constaté que les parois séparatives en bois des 8 cases situées dans la partie Nord du magasin avaient été retirées.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Dispositif de protection contre la foudre du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de protection contre la foudre : vérification et entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 18 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 (rubrique 2160 Enregistrement) : L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé (= "<i>Dispositions relatives à la protection contre la foudre</i>" : articles 16 à 23).</p> <p>Article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations de protection contre la foudre du site sont composées de 2 paratonnerres sur le silo n°3 ainsi que des parafoudres.</p> <p>L'inspection a consulté les rapports relatifs aux 2 dernières vérifications périodiques des installations de protection contre la foudre du site effectuée par la société SOCOTEC :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dernière vérification visuelle a été effectuée le 05/11/2024 : le rapport conclut à l'absence d'anomalie constatée. Il apporte également la précision suivante : "<i>Concernant le test des PDA, le fabricant précise qu'en l'absence d'indication de maintenance ou d'incrémentation d'un compteur, la vérification du fonctionnement des pointes n'est pas nécessaire durant la période de garantie minimale qui est de 10 ans. Le fabricant précise que la garantie des pointes du parc AXEREAL installées avant le 31/12/2019, s'étend jusqu'au 31/12/2029</i>". - la dernière vérification complète a été effectuée le 16/11/2023. Le rapport conclut à l'absence d'anomalie constatée. Il précise la valeur "00" pour le compteur d'impact d'un seul paratonnerre

<p>sur les deux.</p> <p>Questionné par l'inspection, l'exploitant précise qu'il n'effectue pas de relevé des compteurs d'impact foudre du site.</p> <p>Conclusion : Les compteurs d'impact des 2 paratonnerres du site ne font pas l'objet d'un relevé périodique avec enregistrement par l'exploitant. De plus, leur valeur n'est pas systématiquement précisée dans les rapports de vérification périodique de la société SOCOTEC.</p> <p>Pour rappel : en cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Installations électriques (vérification et entretien)

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques (vérification et entretien)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>2.1.3 Aménagements de l'article 16</u></p> <p>En lieu et place des dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :</p> <p><u>2.1.3.1. Équipements dans les zones à risque d'explosion</u></p> <p>[...]</p> <p><u>2.1.3.2. Contrôles périodiques</u></p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport.</p> <p>Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p> <p>Le rapport de la vérification de l'ensemble de l'installation électrique comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'avis de l'organisme sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds dans les installations de stockage de céréales ; • les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100, version octobre 2010, ou de tout texte s'y substituant. <p><u>2.1.3.3. Suivi des actions correctives</u></p> <p>Des actions correctives sont engagées dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en</p>

bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine.
Les rapports de vérification susvisés et un suivi formalisé de la prise en compte de ces conclusions doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

La dernière vérification annuelle des installations électriques du site a été réalisée par l'organisme DEKRA les 25 et 26/11/2024 (soit il y a moins d'un an). L'inspection a consulté les 2 rapports correspondants suivants :

- le certificat Q18 : il précise qu'il s'agissait d'une vérification complète et conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Il liste une seule observation déjà signalée auparavant : "Poste HT SCAB2 : local poussiéreux, le nettoyer". L'exploitant a précisé que ce local s'empoussiérait régulièrement du fait de sa localisation : en effet, le local du poste HT est situé à proximité de la benne à déchets (poussières), du séchoir et des fosses de réception du silo 4. Le responsable du site précise que le local a été nettoyé par le personnel du site à la fin de la période de séchage du maïs.
- le rapport "ICPE" : il liste 8 écarts applicables aux locaux classés à risque d'incendie (BE2) et aucun écart concernant les équipements électriques susceptibles d'être à l'origine d'explosions (BE3). Il n'a relevé aucun écart concernant la continuité du conducteur de protection des équipements électriques et aucun écart concernant la continuité des liaisons équipotentielles des éléments métalliques. Parmi les 8 écarts cités ci-avant, l'organisme de contrôle les a hiérarchisés selon 3 niveaux :
 - U1 = écart technique avec action corrective devant être immédiate --> concerne 1 écart ("SILO 3 - MALT : Conducteur de protection PE identifié de couleur Rouge. À remplacer par un conducteur de protection PE de couleur Vert/Jaune")
 - U2 = écart technique avec action corrective comportant un échéancier à proposer par l'exploitant --> concerne 3 écarts.
 - U3 = écart documentaire à corriger avec un échéancier à proposer par l'exploitant --> concerne 4 écarts.

L'exploitant précise qu'une planification du traitement des écarts est réalisée par la société INEO de manière groupée avec d'autres sites du Groupe.

Conclusion : La dernière vérification des installations électriques du site effectuée les 25-26/11/2024 a identifié des écarts pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant transmettra le plan d'actions correctives pour justifier des actions réalisées et des actions prévues pour y remédier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens de lutte incendie - silo n°4 (présence sur site)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.2.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie (présence sur site)
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 m d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h, pendant une durée d'au moins quatre heures. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 m maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Située en dehors des distances liées aux phénomènes de surpression de 50 mbar et d'ensevelissement associés aux silos, elle est implantée à une distance maximale de 100 m de tout point de l'installation à défendre. La capacité de cette réserve est d'au moins 120 m³. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter, et permet de fournir un débit de 60 m³/h. Elle dispose également d'une aire d'aspiration de 32 m² pour les engins d'incendie, (8 mètres par 4 mètres) et stabilisée pour un véhicule exerçant une force portante de 160 KN. Elle doit être facilement accessible et signalée par des pancartes très visibles précisant la destination et en même temps l'interdiction de l'utiliser à tout autre usage que celui auquel elle est destinée (RESERVE INCENDIE, volume en m³, défense de stationner). Les engins de lutte contre l'incendie et de sauvetage doivent pouvoir accéder directement à l'aire de mise en aspiration par une voie carrossable répondant aux caractéristiques fixés à l'article 2.2.7.2 du présent arrêté. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de la réserve d'eau destinée à l'extinction ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;• d'au moins une colonne sèche conforme aux normes en vigueur dans chaque tour de manutention et/ ou de séchage, permettant d'atteindre le point le plus haut du silo ou du séchoir. <p>Les emplacements des bouches d'incendie, des raccords d'inertage, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.</p> <p>Les cellules fermées en béton existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté permettent l'inertage par gaz en cas d'incendie.</p>
Constats : L'inspection a constaté sur site la présence d'une réserve d'eau incendie de 120 m ³ (de type citerne souple), située entre le silo 4 et le magasin d'engrais solides. Cette réserve est équipée

d'un raccord pour les services d'incendie et de secours, et comporte un affichage précisant son volume.

L'inspection a également constaté la présence de 2 poteaux incendie publics dans la rue de Boël, de chaque côté Est et Ouest du site. Le débit délivré est de 50 m³/h selon l'exploitant.

Concernant le silo n°4, l'inspection a constaté :

- la présence d'extincteurs répartis dans les différents volumes du silo.
- la présence d'une colonne sèche incendie dans la tour de manutention, desservant chaque étage.
- la présence d'une colonne sèche incendie dans le local abritant le séchoir (l'inspection a constaté la présence de la colonne sèche au rez-de-chaussée et n'a pas vérifié les étages). Il est à noter l'absence sur le site de cellules de stockage fermées en béton.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte incendie - silo n°4 (vérification et entretien périodique)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.2.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie (vérification et entretien périodique)

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants, selon la fréquence minimale définie ci-dessous, sans être inférieure à celle préconisée par les fabricants :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Colonnes sèches	Annuelle
Installation de détection incendie	Annuelle

Constats :

L'inspection a consulté le dernier rapport de vérification périodique des moyens de lutte incendie suivants :

- extincteurs :

La dernière vérification annuelle des extincteurs du site a été effectuée le 06/02/2025 par la société EUROFEU : elle a porté sur 45 extincteurs et a conclu à leur bon état visuel et à leur bon fonctionnement (à noter qu'un extincteur a été remplacé).

- colonnes sèches incendie :

La dernière vérification annuelle des colonnes sèches incendie du site a été effectuée le 25/02/2025 par la société EUROFEU : elle a porté sur 4 colonnes sèches incendie (séchoir, tour silo 4, tours silo 3, tour silo 1/2) et a conclu à leur bon état visuel et à leur bon fonctionnement.

- installation de détection incendie :

Il est à noter que les silos ne sont pas équipés d'une détection incendie et que le système de détection en place sur le site consiste en une installation de détection de gaz NO_x dans le bâtiment de stockage des engrais solides (conformément aux 3 derniers alinéas de l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2023). La dernière vérification annuelle de l'installation de détection de gaz NO_x a été effectuée le 03/02/2025 par la société BE ATEX : elle a porté sur 2 capteurs et a conclu à l'absence d'observation.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte incendie - silo n°3 (présence et vérification)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I - point 4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie (présence et vérification)

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriés aux risques, notamment :

- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, d'un débit minimum de 60 m³/h chacun pendant deux heures), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes d'une capacité en rapport avec le sinistre potentiel à combattre, au minimum de 120 m³ ; la combinaison de ces moyens est possible, sous réserve de pouvoir disposer d'une ressource globale de 60 m³/h pendant deux heures exploitable par les engins de pompe ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- des colonnes sèches dédiées.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle.

Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel

emplacement.

Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont protégés contre le gel et sont munis de raccords normalisés. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont accessibles en toute circonstance.

Le réseau d'eau incendie est conforme aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les colonnes sèches sont en matériaux incombustibles. Elles sont prévues dans les tours de manutention et sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche. Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins annuelles.

Constats :

Comme mentionné dans le point de contrôle n°5, l'inspection a constaté sur site la présence d'une réserve d'eau incendie de 120 m³ (de type citerne souple), située entre le silo 4 et le magasin d'engrais solides. Cette réserve est équipée d'un raccord pour les services d'incendie et de secours, et comporte un affichage précisant son volume.

L'inspection a également constaté la présence de 2 poteaux incendie publics dans la rue de Boël, de chaque côté Est et Ouest du site. Le débit délivré est de 50 m³/h selon l'exploitant.

Concernant le silo n°3, l'inspection a constaté :

- la présence d'extincteurs répartis dans les différents volumes du silo.
- la présence d'une colonne sèche incendie dans la tour de manutention, desservant chaque étage.

L'inspection a consulté le dernier rapport de vérification périodique des moyens de lutte incendie suivants :

- extincteurs : la dernière vérification annuelle des extincteurs du site a été effectuée le 06/02/2025 par la société EUROFEU ; elle a conclu à leur bon état visuel et à leur bon fonctionnement (à noter qu'un extincteur a été remplacé).
- colonnes sèches incendie : la dernière vérification annuelle des colonnes sèches incendie du site a été effectuée le 25/02/2025 par la société EUROFEU ; elle a conclu à leur bon état visuel et à leur bon fonctionnement.

Par ailleurs, l'inspection a consulté le plan des locaux affiché dans le bureau d'exploitation pour faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. L'inspection a fait les constats suivants :

- la plan localise la réserve d'eau incendie de 120 m³ ainsi que les 2 poteaux incendie, et le bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie.
- le plan localise les zones à risque explosion du site (= silos).
- le plan localise la colonne sèche incendie du silo 4 et la colonne sèche incendie du silo 3, mais pas celles du séchoir et du silo 1/2.

Conclusion : Le plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ne localise pas la colonne sèche du séchoir et la colonne sèche de la tour du silo 1/2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Moyens de lutte incendie - séchoir

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2023, article 3.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie - séchoir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une colonne sèche est implantée dans la tour de travail du séchoir, de façon à ce que toutes les parties de l'installation puissent être efficacement atteintes.</p> <p>Des passerelles, escaliers correctement aménagés permettent un accès facile et en toute sécurité à tous les niveaux du séchoir. Les accès sont réalisés par de larges portes et un éclairage est, si nécessaire, mis en place.</p> <p>Des dispositifs telles que trappes ou vannes coupe grain permettent d'éviter la transmission d'un incendie depuis le séchoir vers le silo n°4, via les équipements de manutention des céréales qui les alimentent.</p> <p>Le grain présent dans chaque colonne de séchage doit pouvoir être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté, vers une aire extérieure ou un stockage permettant l'extinction (trappe vide-vite, transporteur, ...).</p> <p>Les vannes de coupures d'alimentation gaz et les raccords d'alimentation en eau de la colonne sèche doivent être identifiées et également repérées sur les plans d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le séchoir, et comme mentionné dans le point de contrôle n°5, l'inspection a constaté la présence d'une colonne sèche incendie dans le local abritant le séchoir (l'inspection a constaté la présence de la colonne sèche au rez-de-chaussée et n'a pas contrôlé les étages). De plus, l'inspection a constaté la présence d'une vanne de coupure de gaz à l'extérieur du séchoir, bien identifiée, avec mention des positions "ouvert" et "fermé".</p> <p>Dans le cas d'un besoin d'une évacuation rapide du grain dans le séchoir, l'exploitant a précisé que le séchoir n'était pas équipé de trappes vide-vite mais que le grain est évacué à l'aide d'un transporteur à chaîne vers l'un des 4 boisseaux de 120 tonnes (au moins un boisseau est constamment maintenu vide pendant la campagne de séchage d'après l'exploitant).</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositifs de découplage - silo n°4

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.2.9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de découplage - silo n°4
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>2.2.9.1. Dispositifs de découplage</u></p> <p>L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos.</p> <p>Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans</p>

l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre.

Pour le silo n° 4, des dispositifs de découplage sont mis en place entre les volumes suivants :

Silo n°4			
Volume A	Volume B	Résistance	N a t u r e d u d é c o u p l a g e
Tour de manutention (sous-sol - fosse élévateurs)	Galeries de reprise	100 mbar	Porte renforcée en acier, fixée à la paroi en béton de la fosse (ouverture vers galerie, verrouillage assuré par 2 battants)
Tour de manutention (étages supérieurs)	Ciel des cellules	100 mbar	Porte et paroi en bardage métallique renforcé (ouverture vers la tour)
Tour de manutention	C a p a c i t é s d e s t o c k a g e	300 mbar	Paroi béton
Galeries inférieures ou de reprise	C a p a c i t é s d e s t o c k a g e	-	Transporteur de reprise + Trappes de ventilation et de vidange fermées.
Tour de manutention	Poste de réception route	100 mbar	Porte et paroi en bardage métallique renforcé (ouverture vers la tour)
Tour de manutention	Séchoir	100 mbar	Transporteur à chaîne + Paroi en bardage métallique renforcé

Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :

- sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs

mécaniques ;

- et sauf justification contraire, doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espaces sur ou sous cellules vers les tours de manutention.

L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel.

Une note de synthèse présente de manière explicite les choix techniques retenus en fonction des aménagements nécessaires et les justifications en application de l'article 2.2.9.3 du présent arrêté relatif aux mesures compensatoires en cas d'impossibilité technique, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a visité la tour de manutention du silo 4, du niveau de la galerie de reprise en sous-sol au niveau du tapis d'ensilage des cellules. L'inspection a fait les constats suivants :

- la totalité des dispositifs de découplage décrits à l'article 2.2.9.1 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2023 est en place et le sens d'ouverture des portes est conforme.
- un affichage mentionnant l'obligation de maintenir les portes de découplage fermées était apposé sur la porte d'accès à la galerie de reprise sous cellules et sur la porte d'accès au ciel de cellules, mais il n'était pas présent sur la porte d'accès au tapis d'ensilage (sous le toit) et sur les portes d'accès au bâtiment comportant le séchoir.
- aucune porte de découplage n'était équipée d'un dispositif mécanique de fermeture automatique (de type ferme-porte, groom). A noter que la porte d'accès à la galerie de reprise/ventilation n'est pas concernée (elle est équipée de 2 points de verrouillage) et il en est de même pour les portes donnant accès au séchoir (elles sont fermées à clé).

Conclusion : L'inspection a relevé les écarts suivants :

- 1) **Aucun affichage mentionnant l'obligation de maintenir les portes de découplage fermées n'est apposé sur la porte d'accès au tapis d'ensilage (sous le toit) et sur les portes d'accès au bâtiment comportant le séchoir, depuis le volume de la tour de manutention du silo 4.**
- 2) **Les portes de découplage séparant la tour de manutention du silo 4 de ses capacités de stockage ne sont pas équipées d'un dispositif mécanique de fermeture automatique de porte.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Surfaces soufflables - silo n°4

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.2.9.2 et 2.2.9.3

Thème(s) : Risques accidentels, Surfaces soufflables - silo n°4

Prescription contrôlée :

2.2.9.2. Moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés

L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les moyens techniques nécessaires afin de limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes.

Pour le silo n° 4, des surfaces soufflables sont mises en place au niveau des volumes suivants :

Silo n°4		
Volumes	Surface	Nature des surfaces
Tour de manutention (sous-sol, fosse pieds des élévateurs)	6,15 m ²	Niveaux -1 -2 et -3 en communication - Ouverture directe entre le sous-sol et le RDC (3,15 m ² , cage de l'escalier - P _{stat} 10 mbar) - Trappe « matériel » (3 m ² - P _{stat} 50 mbar)
Tour de manutention (RDC + étages supérieurs 1 à 5)	57,5 m ²	Surfaces en polycarbonate : 12 m ² au RDC, 3 m ² au 1 ^{er} , 3,5 m ² au 2 ^{eme} , 11 m ² au 3 ^{eme} , 20 m ² au 4 ^{eme} et 8 m ² au 5 ^{eme} - P _{stat} 10 mbar
Filtre à manche	-	Plaque métallique - P _{stat} 100 mbar
Boisseau d'expédition « Fer »	25 m ² / pour 1 m ² nécessaire	Couverture en tôle du boisseau - P _{stat} 100 mbar
Boisseaux d'expédition « Route »	25 m ² / pour 1 m ² nécessaire	Bac acier - P _{stat} 100 mbar
Plus grandes cellules ouvertes	800 m ² / pour 111 m ² nécessaires	Couverture composée de plaques polycarbonate et persiennes - P _{stat} 20 mbar, auxquelles s'ajoute l'ensemble de la couverture en plaques de fibrociment

Ciel des cellules	-	Couverture composée de plaques polycarbonate et persiennes - P _{stat} 20 mbar, auxquelles s'ajoute l'ensemble de la couverture en plaques de fibrociment

Les événements sont orientés vers des zones peu fréquentées par le personnel.

Une note de synthèse présente de manière explicite les choix techniques retenus en fonction des aménagements nécessaires et les justifications en application de l'article 2.2.9.3 du présent arrêté relatif aux mesures compensatoires en cas d'impossibilité technique, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant s'assure du maintien dans le temps des surfaces soufflables décrites supra.

2.2.9.3. Mesures compensatoires en cas d'impossibilité technique

Dans les galeries enterrées des silos n°2, 3 et 4, ainsi qu'en cas d'impossibilité technique justifiée par l'exploitant de mise en place des surfaces soufflables sur les espaces sous-cellules et la tour de manutention définies à l'article 2.2.9.2 du présent arrêté, les équipements (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) présents dans les volumes non éventés (volumes qui doivent être clairement identifiés), doivent au minimum :

- être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables ;
- et, excepté pour les transporteurs à chaîne, à câbles, à vis, et pneumatiques :
 - posséder des surfaces éventables et disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation,
 - ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion et disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion,
 - ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion.

De plus, l'exploitant s'assure que toutes les trappes des cellules sont fermées à l'exception de celles utilisées lors d'une phase de vidange ou de ventilation. Ces dispositions sont reprises dans les consignes d'exploitation et un nettoyage régulier des galeries doit également être réalisé.

Constats :

L'inspection a visité la tour de manutention du silo 4, du niveau de la galerie de reprise en sous-sol au niveau du tapis d'ensilage des cellules. L'inspection a fait les constats suivants :

- les surfaces soufflables présentes dans la tour de manutention et au niveau du ciel des cellules sont conformes à l'article 2.2.9.2 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2023. Il est à noter que l'inspection n'a pas vérifié les surfaces soufflables du filtre à manche et des boisseaux d'expédition ("fer" et "route").
- la galerie de reprise enterrée (non éventée) est équipée d'un transporteur à chaîne équipé d'une aspiration ; cette situation est conforme à l'article 2.2.9.3 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2023.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Fonctionnement des installations de transfert de grains - silo n°4

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2023, article 2.2.9.4

Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement des installations de transfert de grains - silo n°4

Prescription contrôlée :

Article 2.2.9.4. de l'APC du 29/03/2023 : Cas particulier des systèmes d'aspiration des poussières

Toutes dispositions sont prises pour limiter les émissions de poussières des systèmes d'aspiration, éviter une explosion ou un incendie dans une installation de dépoussiérage et limiter leur propagation et leurs conséquences lorsqu'ils se produisent. Il s'agit de l'une ou plusieurs des mesures suivantes : fractionnement des réseaux, dispositifs de découplage de l'explosion, dispositifs d'isolation de l'explosion, arrosage à l'eau.

Pour le silo n°4 disposant d'installations d'aspiration :

- le fonctionnement des équipements de manutention est asservi à ces installations d'aspiration conformément au IV de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;
- les centrales d'aspiration (cyclones, filtres) des systèmes de dépoussiérage de type centralisé sont protégées par des dispositifs contre les effets de l'explosion interne ; les filtres sont sous caissons qui sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique) débouchant sur l'extérieur ;
- les canalisations amenant l'air poussiéreux dans les installations de dépoussiérage sont dimensionnées et conçues de manière à ne pas créer de dépôts de poussières ;
- le stockage des poussières récupérées respecte les prescriptions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;
- en cas d'emploi de filtres ponctuels, l'exploitant s'assure auprès du constructeur que ces systèmes sont utilisables dans des zones où peuvent apparaître des explosions.

Point IV de l'article 26 de l'AM du 26/11/2012 : Fonctionnement des installations de transfert des grains

A. Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.

Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.

Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations d'aspiration qui y sont connectées : ces équipements ne démarrent que si les systèmes d'aspiration fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

B. Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.

« Les bandes de transporteurs sont conçues pour être non propagatrices de flamme. Le respect de la norme NF EN ISO 340, ou des normes NF EN 12881-1, et NF EN 12881-2 et, le cas échéant, de son amendement A1, dans leur version en vigueur au moment de leur installation, est présumé satisfaire à cette exigence. »

Si le transport des produits est effectué par voie pneumatique, la taille des conduites est calculée de manière à assurer une vitesse supérieure à 15 m/s.

Les gaines d'élévateur sont munies de regards ou de trappes de visite. Ces derniers ne peuvent

être ouverts que par du personnel qualifié.

C. Les transporteurs à chaînes installés en galerie sous-cellules sont étanches et aspirés. Ils disposent d'un dispositif permettant le contrôle d'efficacité de leur système d'aspiration. La procédure de contrôle de ce système définie par son concepteur précise notamment les modalités de ce contrôle et les valeurs seuils à respecter.

Au minimum, annuellement et, le cas échéant, au démarrage des principales périodes de forte activité d'utilisation de ces équipements, un contrôle conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent est réalisé par une personne compétente.

Les résultats de ces contrôles font l'objet d'un enregistrement.

Constats :

Par sondage, l'inspection a fait procéder à un test du bon fonctionnement d'un détecteur de départ de bande d'un tapis d'ensilage. Le test a été réalisé lorsque le circuit suivant était en fonctionnement : TC2 --> EV3 --> TB4 --> cellules. L'exploitant a actionné un capteur de départ de bande du TB4 et le circuit s'est arrêté sous un délai d'environ 10 secondes, avec alarme sonore dans la tour et report de l'incident sur la supervision (à acquitter ensuite par l'exploitant).

De plus, l'inspection a constaté que lorsque l'exploitant démarre un circuit sur sa supervision, l'aspiration se met automatiquement en marche.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Dispositifs de découplage - silo n°3

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2023, article 3.1.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de découplage - silo n°3

Prescription contrôlée :

3.1.1.1. Dispositifs de découplage

L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos.

Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre.

Pour les silos n° 2 et 3, des dispositifs de découplage sont mis en place entre les volumes suivants : [...]

Silo n°3			
Volume A	Volume B	Résistance	N a t u r e d u d é c o u p l a g e
Tour de manutention (du sous-sol au 6 ^{eme} étage)	Tour de manutention (7 ^{eme} étage)	-	A b s e n c e d e c o m m u n i c a t i o n (indépendant du reste de la tour)

Tour de manutention	Ciel des cellules	100 mbar	Porte et paroi métalliques (ouverture vers la tour)
Tour de manutention	Galerie de reprise	100 mbar	Porte et paroi métalliques renforcées (ouverture vers la tour)
Galerie de reprise	Capacités de stockage	-	Transporteur de reprise + Trappes de vidange fermées.

Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :

- sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques ;
- et sauf justification contraire, doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espaces sur ou sous cellules vers les tours de manutention.

L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel.

Une note de synthèse présente de manière explicite les choix techniques retenus en fonction des aménagements nécessaires et les justifications en application de l'article 2.2.9.3 du présent arrêté relatif aux mesures compensatoires en cas d'impossibilité technique, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a visité la tour de manutention du silo n°3, du niveau de la galerie de reprise en sous-sol au niveau du tapis d'ensilage des cellules. L'inspection a fait les constats suivants :

- la totalité des dispositifs de découplage décrits à l'article 3.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2023 est en place et le sens d'ouverture des portes est conforme.
- un affichage mentionnant l'obligation de maintenir les portes de découplage fermées était apposé sur la porte d'accès à la galerie de reprise sous cellules et sur la porte d'accès au ciel de cellules.
- aucune porte de découplage n'était équipée d'un dispositif mécanique de fermeture automatique (de type ferme-porte, groom). A noter que la porte d'accès à la galerie de reprise est concernée car la galerie n'est pas équipée de ventilation et la porte s'ouvre vers la tour.

Conclusion : Les portes de découplage séparant la tour de manutention du silo n°3 de ses capacités de stockage ne sont pas équipées d'un dispositif mécanique de fermeture automatique de porte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Surfaces soufflables - silo n°3

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2023, article 3.1.1.2 et 3.1.1.3		
Thème(s) : Risques accidentels, Surfaces soufflables - silo n°3		
Prescription contrôlée :		
<p><u>3.1.1.2. Moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés</u></p> <p>L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les moyens techniques nécessaires afin de limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes.</p> <p>Pour les silos n° 2 et 3, des surfaces soufflables sont mises en place au niveau des volumes suivants :</p> <p>[...]</p>		
Silo n°3		
Volumes	Surface	Nature des surfaces
Tour de manutention (du sous-sol au 6 ^{eme} étage)	38,2 m ² / pour 17,5 m ² nécessaire	1 porte métallique (2,6 x 2,45 - P _{stat} 100 mbar) et 1 surface vitrée (6 x 0,4 x 0,65 + 6 x 0,4 x 0,3 - P _{stat} 20 mbar) au RDC, surface vitrée (6 x 0,4 x 0,65 + 6 x 0,4 x 0,3 - P _{stat} 20 mbar) aux 1 ^{er} et 2 ^{eme} étages ainsi qu'une surface vitrée (18 x 0,4 x 0,65 + 6 x 0,4 x 0,3 - P _{stat} 20 mbar) aux 3, 4, 5 et 6 ^{eme} étages

Tour de manutention (7 ^{ème} étage)	6,8 m ² / pour 0,1 m ² nécessaire	Surface vitrées (6 x 0,4 x 0,65 + 6 x 0,4 x 0,3 - P _{stat} 20 mbar) surface ouverte vers le 6 ^{ème} étage (4,5 m ² - P _{stat} 10 mbar)
Boisseaux Palplanche ouverts (expédition route)	2,1 m ² / pour 0,1 m ² nécessaire	Surface vitrées (1,4 m ² - P _{stat} 20 mbar) et surface ouverte (0,7 m ² - P _{stat} 10 mbar)
Cellules ouvertes 933 m ³	-	Couverture composée de plaques polycarbonate et persiennes - P _{stat} 20 mbar, auxquelles s'ajoute l'ensemble de la couverture en plaques de fibrociment
Ciel des cellules	-	Couverture composée de plaques polycarbonate et persiennes - P _{stat} 20 mbar, auxquelles s'ajoute l'ensemble de la couverture en plaques de fibrociment

Les événements sont orientés vers des zones peu fréquentées par le personnel.

Une note de synthèse présente de manière explicite les choix techniques retenus en fonction des aménagements nécessaires et les justifications en application de l'article 2.2.9.3 du présent arrêté relatif aux mesures compensatoires en cas d'impossibilité technique, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant s'assure du maintien dans le temps des surfaces soufflables décrites supra.

3.1.1.3. Mesures complémentaires

Au niveau des alimentations des boisseaux du silo n°3

Pour limiter une éventuelle propagation d'explosion des élévateurs vers les boisseaux, l'exploitant met en place des boulons fusibles au niveau des fixations des têtes des élévateurs E4 et E6 ainsi que sur le pendulaire PE4 et PE6. [...]

Constats :

L'inspection a visité la tour de manutention du silo 3, du niveau de la galerie de reprise en sous-sol au niveau de la tête des élévateurs. L'inspection a fait les constats suivants :

- les surfaces soufflables présentes dans la tour de manutention et au niveau du ciel des cellules

<p>sont conformes à l'article 3.1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2023. Il est à noter que l'inspection n'a pas vérifié les surfaces soufflables des boisseaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - la galerie de reprise enterrée (non éventée) est équipée d'un transporteur à chaîne équipé d'une aspiration. - des boulons fusibles sont mis en place au niveau des fixations des têtes des élévateurs E4 et E6, ainsi que sur les pendulaires PE4 et PE6 (via une petite trappe fermée avec des boulons fusibles). <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Fonctionnement des installations de transfert des grains - silo n°3

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I - Point 4.16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement des installations de transfert des grains - silo n°3</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.</p> <p>Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.</p> <p>Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations de dépoussiérage si elles existent : ces équipements ne démarrent que si les systèmes de dépoussiérage fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation.</p> <p>Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.</p> <p>Les bandes de transporteurs respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005, ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008, et NF EN 12881-2, version juin 2008 (bandes difficilement propagatrices de la flamme). Cette disposition n'est applicable aux installations existantes qu'en cas de remplacement d'une bande de transporteurs.</p> <p>Si le transport des produits est effectué par voie pneumatique, la taille des conduites est calculée de manière à assurer une vitesse supérieure à 15 m/s pour éviter les dépôts ou bouchages.</p> <p>Les gaines d'élévateur sont munies de regards ou de trappes de visite. Ces derniers ne peuvent être ouverts que par du personnel qualifié.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a fait procéder à un test du bon fonctionnement d'un détecteur de bourrage d'un transporteur à chaîne de reprise de la fosse de réception. Le test a été réalisé lorsque le circuit suivant était en fonctionnement : T5 --> E5 --> TR4. L'exploitant a actionné un capteur de bourrage à l'extrémité du T5 et le circuit s'est arrêté quasi immédiatement, avec alarme sonore dans la tour et report de l'incident sur le pupitre de commande.</p> <p>De plus, l'inspection a constaté que l'exploitant ne peut pas démarrer un circuit sur le pupitre de commande si l'aspiration n'est pas mise en fonctionnement.</p>

<u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite